



Ottawa, Canada

M. Trudeau confiant en un avenir meilleur . . . . .	1
Voici venu le temps des sucres . . . . .	4
Recherche sur l'amiante à l'Université de Sherbrooke . . . . .	4
Accord relatif aux services ferroviaires . . . . .	5
Nomination du directeur de la radio française à Sudbury . . . . .	5
Nomination d'un contrôleur général . . . . .	5
Le Bureau des passeports présent au Salon du voyage de Montréal . . . . .	5
Nouveau président de la Banque fédérale de développement . . . . .	5
Victoire canadienne au curling . . . . .	6
Nouvelle publication sur l'inventaire écologique . . . . .	6
Échanges sportifs: Entente entre le Canada et la Hongrie . . . . .	6
Bientôt les sourds pourront "voir les sons" grâce à un Canadien . . . . .	6
La chronique des arts . . . . .	7
Nouvelles brèves . . . . .	8

## M. Trudeau confiant en un avenir meilleur

*Dans un discours qu'il prononçait le 22 mars devant les membres de l'Economic Club de New York, le premier ministre, M. Pierre Trudeau, a mis l'accent sur les aspects encourageants des récentes réalisations économiques du Canada et il s'est montré optimiste quant aux possibilités de surmonter les difficultés économiques actuelles.*

*M. Trudeau a assuré les quelque 2 000 hommes d'affaires et investisseurs américains venus l'écouter que les Québécois rejeteraient la séparation s'il y avait un référendum. "Je suis convaincu que les Québécois, lorsqu'on leur donnera l'occasion d'un choix sans équivoque, repousseront l'idée d'un nationalisme ethnocentrique en faveur de relations redéfinies et plus fécondes avec leurs compatriotes" a-t-il déclaré.*

*Le premier ministre a fait un tour d'horizon des questions fondamentales touchant la relance économique "premièrement, la crise de l'énergie avec toutes ses ramifications; deuxièmement, le problème chronique de la stagflation, qui combine dangereusement l'inflation et le ralentissement économique; troisièmement, les difficultés commerciales et monétaires qui préoccupent le monde industrialisé; quatrièmement, les aspirations du Tiers-Monde, et cinquièmement, au sein même de nos sociétés, les obstacles auxquels nous nous heurtons dans les efforts que nous faisons en vue de combiner l'efficacité économique et une meilleure qualité de vie".*

*Voici quelques passages de la première partie du discours de M. Trudeau.*

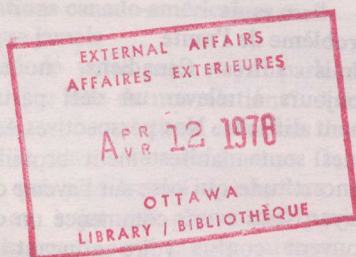
...Nous avons ... au Canada une dualité linguistique et une diversité culturelle qui représentent ensemble un atout formidable car elles constituent une affirmation de notre originalité — et une source inépuisable de tension créatrice — car elles nous obligent à chercher pour notre personnalité collective de nouveaux modes d'expression. Il y a un peu plus d'un an, le premier ministre du Québec a parlé de l'indépendance du Québec comme d'une question d'"évolution naturelle". A vrai dire, si l'histoire du Canada en avait été une d'évolution naturelle, je m'adresserais probablement à vous ce soir en qualité de gouverneur d'un de vos États. Mais au contraire, notre histoire témoigne et continuera de témoigner d'une détermination collective à chercher le compromis, l'accommodement, la réussite et la prospérité. A tout prendre, c'est une histoire impressionnante.

J'en viens à la situation actuelle de nos deux pays...

Au cours des dix dernières années, le Canada a beaucoup amélioré sa

situation. De 1964 à 1975, nos taux de création d'emplois ont dépassé ceux de tous les pays industrialisés, et notre taux de croissance économique n'a cédé le pas qu'à celui du Japon. De 1967 à 1976, le produit national brut du Canada, en dollars constants, a augmenté de 53 p.c., tandis que celui des États-Unis gagnait 26 p.c. Le revenu réel disponible s'est élevé de 73 p.c. au Canada contre 33 p.c. aux États-Unis. En dépit de cette très forte croissance au Canada, le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation était presque le même dans les deux pays (72 p.c. au Canada, 70,5 p.c. aux États-Unis). Le Canada est maintenant au nombre des grands pays industrialisés, et son niveau de vie rivalise avec le vôtre; ses citoyens sont parmi les mieux logés et leur niveau de scolarité figure parmi les plus élevés.

Dans le très court intervalle de 1967-1975, soit en huit ans, la productivité du secteur canadien des industries de fabrication est passée de 65 à 85 p.c. en regard des niveaux de la productivité



C'était cette semaine...

Le 6 avril 1968, à la suite de la démission du premier ministre Pearson, M. Pierre Elliott Trudeau était élu chef du Parti libéral et devenait premier ministre quatorze jours plus tard.

américaine; par contre, dans le cas des biens durables de consommation, l'écart de productivité a affiché une baisse notable de 30 p.c. à seulement 2 p.c. pendant le même temps. Mais le grand écart qui subsiste entre nos taux relatifs de productivité et notre réaction à la crise de l'énergie sont des éléments importants qui expliquent notre rendement le plus récent. La volonté de préserver la diversité entre les régions tout en éliminant les disparités est au coeur même de notre conception de la collectivité nationale. Lorsque le coup porté par l'OPEP s'est répercuté partout dans le monde, non seulement nous sommes-nous trouvés dans une position moins vulnérable que celle d'autres pays, mais nous avons été en mesure d'amortir le choc dans les régions importatrices de pétrole du Canada.

Cette décision d'utiliser les richesses tirées des sources d'énergie de l'Ouest pour amortir le choc dans l'Est a eu une autre conséquence économique importante. Elle a permis de retarder le déclenchement du processus d'ajustement qui a entraîné le reste du monde industrialisé vers la récession, alors que le taux de croissance réelle et l'emploi ont continué à croître au Canada en 1974 et 1975.

#### **Effets de la récession internationale**

Mais, dans un monde interdépendant, nous ne pouvions échapper indéfiniment aux effets de la récession internationale. En 1976 et 1977, notre croissance a été plus lente. Mais même ces années doivent être envisagées dans leur contexte. Nous n'avons pas connu de récession et, bien que votre économie ait été très ferme ces deux dernières années, l'augmentation de la production et de l'emploi, pendant l'intervalle compris entre 1973 et 1977, a été plus forte au Canada qu'aux États-Unis. Les revenus réels des Canadiens en 1977, impôts déduits et compte tenu de l'inflation, étaient supérieurs de 23 p.c. à ceux de 1973. Au cours de la même période, la moyenne du revenu réel des Américains augmentait de 9 p.c.

Pourquoi la croissance s'est-elle ralentie au Canada ces deux dernières années? D'une part, nous sommes devenus les victimes de notre propre succès. L'augmentation rapide des revenus réels a fait espérer que le mouvement ascendant pourrait être maintenu indéfiniment. Il n'y a rien de surprenant à cela, mais cet espoir a contribué à alimenter les feux de l'inflation et les Canadiens ont momentanément

oublié que, même si nous avons réussi à accroître la productivité, les conditions ne justifiaient pas encore la parité de revenu avec les États-Unis. Les augmentations salariales négociées, à la fin de 1975, étaient en moyenne de 22 p.c. Dans notre secteur manufacturier, le salaire horaire moyen dépassait alors de 7 p.c. la moyenne américaine. Nos industries se sont finalement rendues compte qu'elles perdaient leur position concurrentielle sur les marchés mondiaux.

#### **Amélioration des conditions**

Depuis la fin de 1975, soit depuis le moment de l'adoption de notre Programme de lutte contre l'inflation, nous avons apporté à notre politique économique certaines modifications essentielles et tout laisse croire que celles-ci produisent leur effet. Nos taux de hausse de salaires et de prix sont revenus à des niveaux raisonnables et concurrentiels. La dépréciation du dollar canadien a grandement contribué au rétablissement de notre capacité de concurrence sur les marchés mondiaux. Le taux d'inflation a été irrégulier à cause de la cherté croissante des aliments, importés en grande partie à cette période de l'année et de la dévaluation de notre devise, mais le taux d'inflation, à l'exclusion des denrées alimentaires, continue de baisser, lentement mais sûrement. Le dossier de nos relations patronales-syndicales, qui était, en 1975, l'un des plus mauvais dans le monde industrialisé, est devenu, en 1977, l'un des meilleurs. Et, bien que notre taux de chômage soit encore trop élevé, et qu'aucun gouvernement ne puisse se dire satisfait lorsque ses citoyens cherchent du travail et n'en trouvent pas, il faut reconnaître que les emplois se multiplient de nouveau à un rythme impressionnant. Au cours des douze derniers mois, soit de février 1977 à février 1978, plus de 280 000 emplois ont été créés au Canada, ce qui dépasse notre chiffre traditionnel moyen de 250 000 emplois par année.

Les consultations entre Canadiens ont suscité un nouvel esprit de collaboration. De plus en plus fréquemment, les gouvernements fédéral et provinciaux rencontrent des représentants de l'industrie et du monde ouvrier. Les premiers ministres provinciaux et moi-même nous réunissons dernièrement à l'occasion d'une conférence très importante et prometteuse. Cette collaboration nous a amenés à reconnaître que les gouvernements doivent endosser leur part de responsabilité à

l'égard de certaines de nos difficultés économiques. Vu le caractère hautement social d'une part importante des nouvelles dépenses publiques, je crois que la réaction à cette hausse des dépenses peut être exagérée. Mais je reconnais que nous sommes allés trop loin, trop vite. Ces trois dernières années, nous avons cependant manifesté notre ferme intention de limiter la prolifération administrative. Nous avons entrepris une vaste redéfinition de nos orientations politiques, tant de celles qui constituent le cadre économique de la nation que de celles qui concernent des secteurs particuliers de l'activité économique. Nous nous sommes engagés à comprimer davantage les dépenses publiques, à réduire l'intrusion bureaucratique et à chercher de nouveaux moyens de satisfaire les besoins de la collectivité.

D'autre part, nous nous sommes fixés des objectifs économiques à moyen terme qui nous serviront de repères sur la voie du rétablissement. Ces objectifs reflètent l'engagement que nous avons pris de soutenir la croissance économique tout en continuant de réduire le chômage et l'inflation.

Nos perspectives d'avenir m'inspirent confiance. Nous sommes probablement aussi bien placés que n'importe quel autre pays industrialisé pour répondre, dans la mesure de nos moyens, aux besoins énergétiques futurs de notre pays. Nos nombreux projets d'envergure en ce domaine s'imposent comme de puissants stimulants. Notre pays est riche, grâce aux océans qui baignent ses côtes, à ses immenses terres vierges, aux industries que nous avons implantées, aux nouvelles techniques que nous avons adoptées et, surtout, grâce à sa population qui a montré, par l'existence et la prospérité mêmes du Canada, son courage et son savoir-faire.

#### **Problème de l'unité**

Nous autres Canadiens, nous avons toujours à relever un défi particulièrement difficile. Nos perspectives économiques sont manifestement brouillées par l'incertitude qui pèse sur l'avenir de notre pays. Nous avons commencé un dialogue souvent confus voire grinçant parfois. Mais c'est ainsi que, ouvertement et honnêtement, nous cherchons de nouvelles voies.

Ce dialogue me paraît valable et sain, tel un pas de plus vers la maturité. Les Canadiens forment un peuple lucide; conscient des avantages de la diversité que

l'on trouve au sein de notre fédération; conscient de sa vocation qui est de former, avec un ensemble de régions interdépendantes, un pays fort et uni.

L'urgence de relever ce défi a donné aux Canadiens une nouvelle conscience nationale. La population du Québec a été forcée, au cours des dix-huit derniers mois, d'envisager les conséquences d'une éventuelle sécession et celles-ci ne lui paraissent sûrement pas agréables.

Dans le reste du pays, on a été contraint d'envisager ce que serait le Canada sans le Québec, et on rejette une telle possibilité avec la même netteté.

Partout les Canadiens comprennent de plus en plus clairement que, pour laisser se démanteler notre pays uniquement par incapacité d'imaginer généreusement une solution au problème d'un État fédéral composé de diverses régions et fondé sur la reconnaissance de deux langues, il nous faudrait être une société malade et littéralement vouée au suicide.

Une nouvelle ouverture des esprits et des coeurs nous dispose, me semble-t-il, à accueillir favorablement les modifications constitutionnelles que je proposerai très bientôt. Il s'agit d'amendements destinés à faciliter pour chacun de nous l'épanouissement politique, culturel et économique au sein d'une Confédération renouvelée.

Je sais que les Canadiens de tous les coins du pays réaffirmeront leur foi en leur pays, et qu'ils s'engageront de nouveau à faire en sorte que le Canada prospère pour le plus grand bien de tous. Je suis convaincu que les Québécois, lorsqu'on leur donnera l'occasion d'un choix sans équivoque, repousseront l'idée d'un nationalisme ethnocentrique en faveur de relations redéfinies et plus fécondes avec leurs compatriotes.

#### **Des relations canado-américaines meilleures que jamais**

J'ai parlé de votre pays et j'ai parlé du Canada. Que dire de nos relations? A ma connaissance, les relations entre nos deux pays n'ont jamais été aussi bonnes. Deux nations qui parviennent à conclure un accord au sujet du plus vaste projet d'investissement privé jamais entrepris, à savoir le pipe-line du Nord, donnent au monde un exemple de véritable coopération.

La décision d'entreprendre la construction de ce pipe-line n'est qu'une illustration parmi tant d'autres de la fécondité du dialogue qui se poursuit entre le

président Carter et moi, entre vos fonctionnaires et les nôtres et entre votre secteur privé et le nôtre, dialogue qui recouvre nos objectifs à long terme, ainsi que des problèmes plus immédiats.

Le pipe-line illustre bien la qualité de nos rapports. Il montre clairement, en effet, que nos deux pays savent partager une communauté d'intérêts qui peut être mise en valeur grâce à leur esprit de coopération. Les négociations qui ont donné lieu à l'entente sur le pipe-line ont été serrées, mais nous nous sommes rendus compte, le président Carter et moi, qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait un gagnant et un perdant. De par sa nature même, l'entreprise pouvait faire de chacun de nos pays un gagnant. Nous avons donc accompli, grâce à notre collaboration, ce que ni l'un ni l'autre n'aurait pu accomplir séparément. Et, grâce à une reconnaissance commune de notre interdépendance grandissante et à des intérêts nationaux assez mûrs pour nous permettre de rechercher les occasions de collaborer, nous avons été en mesure de réussir quelque chose qui profitera à nos deux peuples.

Le fait de reconnaître que, par la bonne foi et la bonne volonté, on peut faire en sorte que le tout soit plus grand que la somme des parties, est devenu la marque distinctive de l'histoire du Canada et des États-Unis. Nous devons, je crois, nous inspirer, de part et d'autre et ensemble, en réfléchissant à nos difficultés économiques et au trouble qui règne dans le monde.

J'ai cherché à décrire la façon dont nos deux pays et, en fait, le monde industrialisé tout entier, ont commencé à se sortir de leurs difficultés au cours des quatre dernières années. Bien entendu, nous devons continuer à concerter nos orientations politiques et, avec mesure, à rétablir la croissance économique et à réduire le chômage, tout en continuant à éviter une reprise de l'inflation. Tant pour le court que le moyen terme, nous avons déjà apporté à nos orientations des correctifs très considérables dont les effets se font sentir.

Mais je suis moins sûr que, nations, collectivités, peuples, nous nous attaquions avec assez de résolution aux problèmes plus fondamentaux et à plus long terme auxquels nous sommes confrontés. Nos difficultés économiques ont été coûteuses, non seulement pour nos économies nationales, mais aussi pour cet ensemble complexe d'institutions, d'accords

et d'ententes qui constitue le système économique international dont nous faisons tous partie.

Nos sont témoins d'une remise en question généralisée des gouvernements, des grandes sociétés et des syndicats. La méfiance provoque la formation de groupes aux intérêts mesquins cherchant à se protéger aux dépens des autres et aux dépens du bien commun.

Je ne pense pas que ce malaise, ou même les incertitudes qui gênent les investisseurs, à l'intérieur de nos pays comme du système économique international, diminuent de façon appréciable tant que nous ne nous serons pas montrés décidés à faire face aux problèmes de base et à leur trouver une solution.

...Les événements des années 70 ont compromis les progrès qu'avait réalisés le Tiers-Monde au cours des années 50 et 60. Certains indices portent à croire qu'ils ont fait des progrès depuis deux ans. Selon M. Robert McNamara, président de la Banque internationale, on entrevoit à certains signes une situation encore meilleure que celle des douze derniers mois. M. McNamara a toutefois fait remarquer que malgré les progrès que nous avons faits à la Septième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies, à UNCTAD IV, à la CCEI et lors du Dialogue Nord-Sud tenu à Paris sous la coprésidence du Canada, les questions les plus urgentes demeurent en grande partie sans réponse.

Il est désormais évident que sans un effort extraordinaire de la part des pays industrialisés et des membres de l'OPEP, nous ne parviendrons à diminuer que de très peu l'écart entre notre revenu réel et celui de nombreux pays du Tiers-Monde. Qui pis est, nous ne progresserons pas beaucoup dans nos efforts pour éliminer la pauvreté et la pénurie dont souffrent actuellement plus d'un milliard de personnes du Tiers-Monde. Là encore, c'est un problème d'ordre moral autant que pratique. Il me semble que nous sommes moralement tenus de faire tout notre possible pour éliminer la faim et la privation dans le monde. Et, concrètement, nous ne pouvons espérer le retour de la stabilité, de la croissance économique et de l'essor humain sans consentir cet effort...

Nous ne devons pas attendre d'avoir résolu nos propres problèmes ou ceux du monde industrialisé avant de nous intéresser au sort des pays du Tiers-Monde. Leur

(suite à la page 8)

## Voici venu le temps des sucres

Des prix élevés, une forte demande et l'introduction d'une nouvelle technique, voilà autant de facteurs qui devraient permettre aux acériculteurs de connaître une bonne année... si la température décide d'être propice, bien sûr. Dans l'Est du Canada, la sève coulera de la mi-mars à la mi-avril, à la faveur de jours chauds suivis de nuits froides. L'on prévoit que le volume et la valeur de la production canadienne dépasseront largement les 9 millions de litres et les \$22 millions de l'an dernier. (En 1977, la moyenne des prix à la production pour l'ensemble des ventes s'est chiffrée à 70c la livre.)

Au Québec, où se concentre 90 p.c. de toute la production de sirop d'érable du Canada, le gouvernement provincial a encouragé l'emploi des tubulures de plastique, système qui consiste à relier les entailles par une canalisation de tubes conduisant la sève directement à la cabane-à-sucre ou à différents points de collecte. Cette technique réduit considérablement les coûts de main-d'oeuvre et augmente les rendements de 30 à 100 p.c.

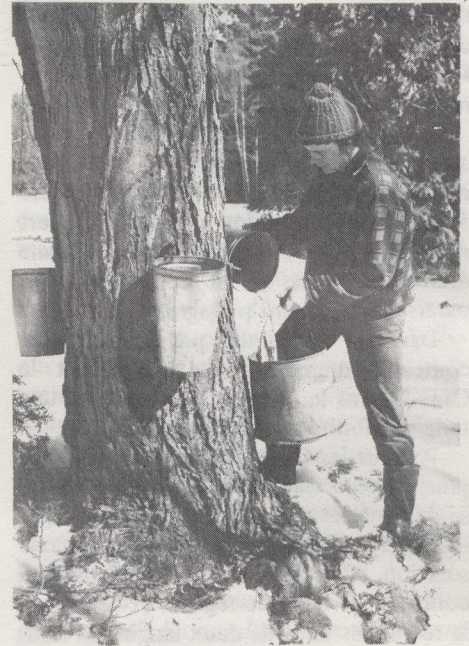
D'autre part, en raison de la hausse des coûts du pétrole et du gaz naturel, plusieurs producteurs se servent à nouveau du bois pour chauffer leur évaporateur. La sève, qui est constituée de 90 p.c. d'eau environ, doit être portée à une température variant autour de 104 degrés C. Une fois l'eau évaporée, il reste un

sirop dont la teneur en sucre est d'au moins 66 p.c.

Le producteur de sirop d'érable doit faire montre de beaucoup de savoir-faire pour obtenir la densité, la couleur et la limpidité voulues. L'on reconnaît trois catégories de sirop. Le sirop *Canada n. 1* doit avoir une couleur uniforme et satisfaire aux exigences des différentes classes de couleurs (très clair, clair, moyen). Il ne doit pas avoir de trace de fermentation ni d'odeur ou de goût désagréables. Les mêmes exigences s'appliquent à la catégorie *Canada n. 2*, sirop de couleur ambre qui peut avoir un goût d'érable plus prononcé. Le sirop *Canada n. 3* est transformé ou exporté et sert dans les mélanges; l'on ne le vend généralement pas au détail.

L'on note des différences dans les critères choisis pour les catégories en Ontario, au Québec et dans les Maritimes. Cependant, tous les produits de l'érable portant l'appellation "Canada", ou destinés au commerce interprovincial et au commerce international, doivent répondre aux exigences des règlements sur les produits de l'érable appliqués par la Division des fruits et légumes d'Agriculture Canada. De plus, les associations de producteurs s'opposent à l'utilisation du mot "érable" pour des sirops qui ne sont pas de purs sirops d'érable.

Signalons qu'Agriculture Canada a publié, sous le titre *Un p'tit goût d'érable*, un livre de recettes donnant également des renseignements et conseils utiles sur



*Méthode traditionnelle.*

l'achat, la conservation et la préparation de ce sucre délicat.

### Le plus vieil érable du Canada

Le plus vieux et le plus bel érable à sucre du Canada est, dit-on, l'érable "Comfort", situé près du hameau de North Pelham, à 19,2 km à l'ouest de Niagara Falls (Ontario).

Le géant mesure 24,60 m de haut et sa ramure forme un cercle presque parfait d'environ 24,60 m de diamètre.

On ne connaît pas l'âge exact de l'érable "Comfort", mais l'Ontario Forestry Association pense qu'il peut avoir entre 450 et 500 ans. Il était donc au moins tricentenaire lorsque les Pères de la Confédération ont fait du Canada une nation.



*Nouveau système utilisant des tubulures de plastique pour la cueillette de la sève.*

### Recherche sur l'amiante à l'Université de Sherbrooke

Le Conseil national de recherches du Canada (CNR) a accordé dernièrement une subvention de \$60 000 à l'Université de Sherbrooke (Québec) pour l'étude de la toxicologie et de l'activité physiologique de l'amiante modifié; cette étude se fera dans le cadre du Programme de recherche sur l'amiante que l'Université a lancé en septembre 1977.

M. Jacques Dunnigan, vice-recteur adjoint chargé de la recherche, a précisé que la subvention constitue en quelque sorte

## La chronique des arts

une subvention de démarrage pour un projet très vaste qui s'étendrait sur plusieurs années et qui requerrait des sommes très substantielles. A cet effet, un comité du CNR sera à Sherbrooke dans quelques semaines pour constater l'état des travaux et pour faire des recommandations au Conseil sur les suites à donner.

L'étude de la toxicologie et de l'activité physiologique de l'amiante modifié commande une équipe multidisciplinaire regroupant six chercheurs de l'Université. Outre le professeur Dunnigan, physiologiste, on y retrouve le professeur Raymond Calvert, physiologiste cellulaire, de la faculté de médecine, M. Marcel Cossette, ingénieur du Centre de technologie de l'environnement, les professeurs André Lord et Alfred Villemaire, biologistes, de la faculté des sciences, et le professeur Jean-Marc Lalancette, chimiste et directeur du Programme de recherche sur l'amiante. Le professeur Lalancette sera également l'animateur responsable de l'équipe. Il a précisé qu'il déposerait à la fin de mai son rapport annuel lequel devrait faire état des résultats, provisoires ou définitifs, des projets en cours.

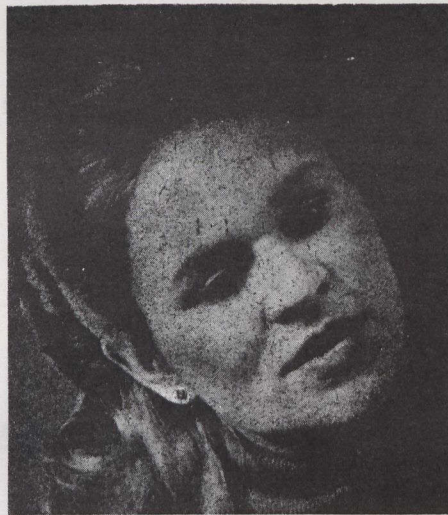
### Accord relatif aux services ferroviaires

Le ministre des Transports, M. Otto Lang, a annoncé que le gouvernement fédéral avait signé un protocole d'entente avec VIA Rail Canada, le Canadien national et le Canadien pacifique. Ce protocole définit le rôle de chacune des compagnies dans l'amélioration, à l'échelle du pays, des services de chemins de fer pour passagers.

Le gouvernement fédéral est chargé d'élaborer une politique et des programmes visant à améliorer les services ferroviaires pour les voyageurs, de conclure des marchés avec VIA relativement à ces services, et de recommander les installations, les parcours et les différents services.

VIA est responsable de l'administration et de l'exploitation de tous les services de chemins de fer pour passagers au Canada, de la mise en oeuvre de programmes de commercialisation, de ventes et de publicité afin de promouvoir ces services, et de l'opération des services passagers non ferroviaires approuvés par le gouvernement. VIA sera aussi tenu de vendre les billets et de fournir les services à bord de ces trains.

### Nomination du directeur de la radio française à Sudbury



Mme Marie Poulin a été nommée récemment au poste de directeur de la radio française que la société Radio-Canada doit ouvrir prochainement à Sudbury (Ontario).

Avant d'entrer à Radio-Canada (à CBOF, Ottawa), en 1973, Mme Poulin avait été professeur à la faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, en 1969 et 1970, puis chargée de recherche en service communautaire au Centre des services sociaux de l'Outaouais à Hull (Québec).

A CBOF, Mme Poulin fut recherchiste avant d'être nommée réalisatrice en 1974.

Mme Poulin est détentriche d'un baccalauréat en psychologie de l'Université Laurentienne à Sudbury (1966) et d'une maîtrise en sciences sociales de l'Université de Montréal (1969).

### Nomination d'un contrôleur général

Le premier ministre a annoncé, le 20 février, la nomination de M. Harris Rogers au poste de contrôleur général désigné; cette nomination prendra effet à partir du 2 avril prochain. M. Rogers est actuellement vice-président à l'exploitation de la compagnie Xerox of Canada Limited.

M. Rogers, qui relèvera du président du Conseil du Trésor, sera responsable de l'évaluation et de l'amélioration de la qualité des programmes de gestion financière, ainsi que du personnel des finances affecté à ces programmes. Il exercera cette fonction dans le but d'améliorer le contrôle financier et la gestion en général au sein de la Fonction publique.

### Le Bureau des passeports présent au Salon du voyage de Montréal

Du 26 au 29 janvier avait lieu à Montréal le Salon international du voyage. L'on pouvait y visiter le kiosque du Bureau des passeports, conçu par les services des programmes et administration de la Direction de la politique consulaire du ministère des Affaires extérieures à Ottawa.

Le kiosque a connu un nombre élevé de visiteurs. Il suffit pour en juger de signaler que 7 000 brochures *Bon voyage* ont été distribuées ainsi que 5 000 formulaires de demande de passeport (3 500 en français et 1 500 en anglais).

Durant toute la durée du salon, l'on a pu fournir 3 000 renseignements environ. Les questions posées portaient surtout sur les passeports, les visas, les vaccinations, l'assurance-maladie, les services consulaires et la citoyenneté.

Le film *En détresse* qui montre les difficultés auxquelles se heurtent les Canadiens à l'étranger et les services des consulats et ambassades auprès desquels ils peuvent trouver de l'aide a été présenté trois fois durant le Salon.

M. R.J. Sutherland, chef du Bureau des passeports, à Ottawa, M. J.F.X. Houde, directeur du Bureau consulaire, et M. J.W. Courchesne, directeur régional du bureau de Montréal, ont assisté à l'inauguration du salon.

### Nouveau président de la Banque fédérale de développement

M. Guy Lavigueur a été nommé récemment au poste de président de la Banque fédérale de développement; sa nomination entrera en vigueur le 1er mai 1978.

M. Lavigueur est né à Montréal. Il détient une maîtrise en sciences commerciales de l'Université Laval de Québec ainsi qu'un MBA de la Columbia University de New York. Après avoir commencé sa carrière dans le secteur privé, M. Lavigueur a occupé le poste de directeur exécutif de la Commission d'assurance-chômage (1972-1973). Sous-ministre adjoint (finances) du ministère des Transports en 1973, il entre, en 1975, au ministère de l'Industrie et du commerce où il devient premier sous-ministre adjoint (finances et programmes).

Depuis 1977, M. Lavigueur occupait le poste de vice-président exécutif de la Banque fédérale de développement.

## Victoire canadienne au curling

Le Canada a gagné la médaille d'or au championnat du monde junior de curling qui s'est terminé le 17 mars à Grindelward (Suisse). Paul Gowsell, de Calgary, a réussi à déloger deux pierres d'un seul coup en finale, permettant ainsi au Canada de battre la Suède 4 à 2 et de remporter le titre mondial. Paul Gowsell en était à sa deuxième victoire au cours d'un championnat mondial junior; la première remonte à 1976 à Aviemore (Écosse).

### Le curling au Canada

Le curling est un jeu qui consiste à faire glisser sur la glace un lourd palet de pierre polie ou de fonte.

Il fut introduit au Canada par les nombreux immigrants venus d'Écosse. On y joua d'abord en Nouvelle-Écosse et dans l'Est du Québec, puis la pratique s'en répandit à travers tout le pays. Au début, on jouait au curling sur les rivières glacées et il n'était pas rare alors de voir des joueurs enthousiastes jouer malgré le grand froid et au milieu des bourrasques de neige.

Les annales du curling rapportent qu'au cours d'un match disputé à Port Hope (Ontario) le 8 janvier 1864 quatre joueurs eurent les oreilles gelées.

Le premier club de curling au Canada, le Montreal Curling Club, fut fondé en 1807. Dans les années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale, le curling devint de plus en plus populaire. En 1950, l'on comptait à peu près 100 000 joueurs de curling au Canada.

Parmi les fervents de ce jeu, notons Alexander Mackenzie, premier ministre du Canada de 1873 à 1878.

## Nouvelle publication sur l'inventaire écologique

Le ministère des Pêches et de l'Environnement a publié un ouvrage intitulé *L'Inventaire du capital-nature*, ouvrage qui traite d'une nouvelle méthode pour planifier l'utilisation des terres; cette méthode, basée sur l'inventaire des facteurs écologiques, vise à favoriser le développement tout en assurant la protection de l'environnement.

Les principes en sont tirés d'études faites par Environnement Canada en 1967 dans la région du Saguenay-Lac-Saint-

Jean (Québec); des travaux semblables ont été entrepris par la suite à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Colombie-Britannique.

Des essais effectués en 1973 dans la région de la baie James (sur une superficie de 350 000 km<sup>2</sup>) ont été tout à fait concluants.

Selon les auteurs de l'ouvrage, MM. Michel Jurdant, Jean-Louis Bélair, Vincent Gérardin et Jean-Pierre Ducroc, de la Direction générale des terres, région du Québec, les études écologiques sont trop souvent reléguées aux dernières étapes de la planification, alors que les décisions ont déjà été prises. Il s'ensuit que l'écologie est perçue comme une science d'obstruction fondée sur l'analyse des répercussions possibles, tandis qu'elle peut et doit être une science révolutionnaire pouvant guider l'homme dans l'exploitation maximale de ses ressources.

La méthode devrait s'avérer précieuse pour tous ceux qui s'intéressent à l'aménagement des terres: écologistes, planificateurs, gestionnaires, dirigeants de tous les ordres de gouvernement, hommes d'affaires, cultivateurs et groupes de citoyens.

## Échanges sportifs: Entente entre le Canada et la Hongrie

Le 16 mars était signé à Ottawa, un protocole d'entente entre le gouvernement du Canada et celui de la Hongrie, touchant l'échange d'entraîneurs et de spécialistes, la participation d'athlètes et d'observateurs à des compétitions bilatérales et internationales, de même que l'organisation de camps d'entraînement.

L'entente avait été amorcée l'année dernière à Budapest par Mme Iona Campagnolo, ministre d'État à la Santé et au Sport amateur, qui a ratifié l'entente au nom du gouvernement canadien. Le signataire pour le gouvernement hongrois était le Dr Sandor Beckl, secrétaire d'État et président du Bureau pour l'éducation physique et les sports de la République populaire de Hongrie.

Les deux parties conviennent qu'il est souhaitable et possible de raffermir et d'élargir les contacts entre les organismes sportifs gouvernementaux, de même qu'entre les différentes fédérations nationales de sport. L'entente touche aussi l'échange d'expertises dans la production d'équipement sportif, la planification et la construction d'installations sportives,

de même que la fabrication d'instruments scientifiques et la documentation pertinente.

Suite à la nouvelle entente, une équipe canadienne de gymnastique a participé du 6 au 10 avril à des compétitions en Hongrie. De son côté, une équipe de canotage du Canada participera en juin à un camp d'entraînement en Hongrie.

Une équipe hongroise de gymnastique participera aux épreuves de la Coupe Toronto, du 3 au 5 novembre prochain. Au mois d'octobre, une équipe hongroise de canotage participera à un camp d'entraînement au Canada.

## Bientôt les sourds pourront "voir les sons" grâce à un Canadien

La Société canadienne pour les sourds a mis au point un nouvel appareil qui a la taille d'un magnétophone et grâce auquel une personne atteinte de surdité peut être avertie lorsque quelqu'un est à la porte ou que le téléphone sonne.

L'inventeur, M. Robert Karn, de Kit-chener (Ontario), est un ingénieur en électricité, père d'un enfant sourd. Il a aussi inventé le coupleur téléphonique en usage au Canada, appareil qui permet aux sourds de communiquer entre eux par messages télétypés.

La nouvelle invention, actuellement à l'essai dans les foyers régionaux de la Société, comprend:

- un dispositif récepteur qui, installé sur l'appareil téléphonique, provoque l'allumage intermittent d'une ampoule réglée sur la sonnerie du téléphone;
- à la porte, un dispositif récepteur placé près de la sonnette lequel déclenche un allumage intermittent et rapide d'environ cinq secondes;
- sur la porte de la maison, un dispositif qui provoque à chaque coup de sonnette un allumage intermittent de cinq secondes;
- un microphone de contact qui déclenche un allumage intermittent lorsqu'on frappe à la porte.

M. Karn a aussi inventé un autre type d'alarme qui traduit en signaux lumineux, aussi longtemps qu'ils durent, les sons tels que les pleurs d'enfant et la sonnerie du réveille-matin ou de la cuisinière.

La Fondation internationale Civitan du Canada a déjà versé une contribution de \$5 000 pour la mise au point du nouvel appareil à usages multiples et s'est dit disposée à fournir \$10 000 de plus en cas de besoin.

## La chronique des arts

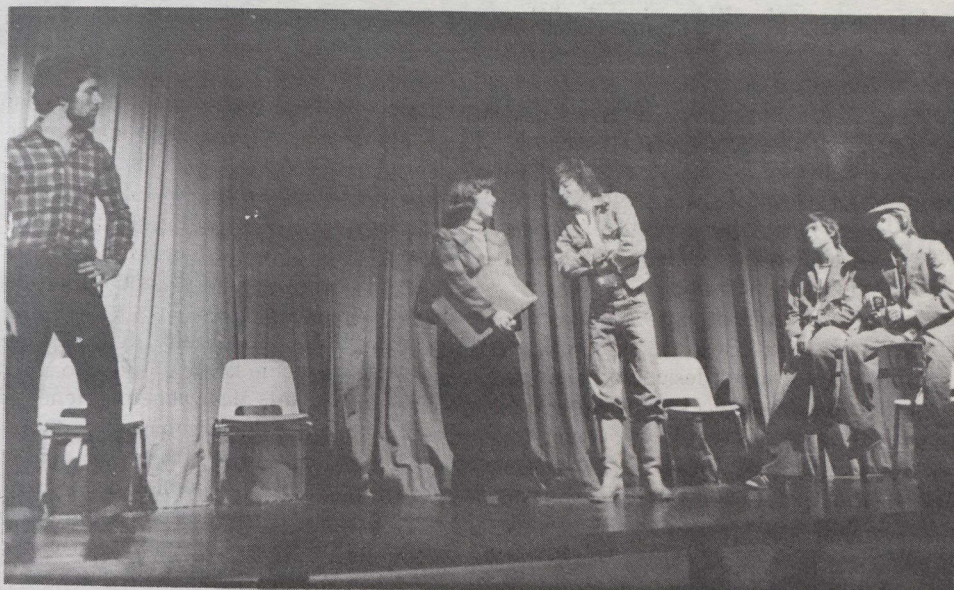
### Les problèmes des adolescents vus par une jeune dramaturge d'Ottawa

Des élèves de l'école secondaire Charlebois, à Ottawa, présentaient récemment *Avec ou sans public*, pièce écrite et mise en scène par une ancienne élève de l'école, Dominique Martel, âgée de 20 ans.

Le sujet de la pièce, un groupe d'adolescents qui préparent une pièce de théâtre pour la présenter à leur école, permet à l'auteur de traiter les problèmes quotidiens et les préoccupations des jeunes.

L'auteur a su mettre en valeur l'individualité de chacun des personnages tels que: Jean-Claude, le leader, qui meurt vers la fin de la pièce dans un accident de moto, Yves, le rêveur timide, Mireille, la frivole, Debbie l'intellectuelle moralisatrice, Valérie, la sage, Hélène à la fois directe et susceptible, Simon le fils à papa talentueux et paresseux, Flash, l'original. Parmi les personnages l'on remarque deux adultes: Georges Simon, le père riche mais oisif et Nicole, compréhensive.

La pièce a reçu une très bonne critique de la presse. Le journaliste Michel Ouimet écrivait dans *Le Droit* (8 mars 1978): "Dominique Martel a su transmettre l'idée du "système" auquel l'adolescent doit faire face et qui ne répond pas toujours à ses aspirations. Elle a com-



Un dialogue entre Nicole (Suzanne Valiquette) et Simon semble fort intéresser Yves (Jean Bruyère), à l'extrême droite, et Flash (Yves Dounty), tandis que Jean-Claude (André Martel), à l'extrême gauche, reste songeur.

munié l'idée à travers un dialogue entre Jean-Claude et Valérie, qu'avant de changer un système, il faut chercher à le comprendre, s'y intégrer, pour l'améliorer ou pour le détruire selon le cas, en ayant toutefois quelque chose à proposer

en retour".

La création collective présentée au troisième acte indique cinq sentiments qui touchent particulièrement l'adolescent: la joie, la peine, la peur, la haine et le désir.

### Une université américaine offre un cours sur l'ONF

L'Université de la Californie du Sud, à Los Angeles, offre un cours unique entièrement consacré à l'oeuvre de l'Office national du film. Sous le titre *Au-delà des écrans de l'Office national du film du Canada*, a débuté, le 15 mars, un cours intensif de huit semaines qui devrait particulièrement intéresser les cinéastes indépendants. L'on y abordera l'histoire, les techniques et le fonctionnement de l'ONF; l'accent sera mis sur ses techniques d'animation et de documentaire.

Présenté cette année dans le cadre du programme du Collège d'éducation permanente de l'Université, le cours sera peut-être mis l'an prochain au programme régulier du département de cinéma de l'Université.

Le cours a débuté avec la présentation des films *Grierson* (où se reflète la philosophie cinématographique du fondateur de l'ONF, John Grierson) et *Fantasmagorie* (survol de l'évolution du film d'animation à l'Office). Au cours des six semaines

suivantes, des cinéastes de l'Office présentent leurs films et traitent chacun d'un domaine particulier: Tom Daly, l'histoire de l'Office et ses principales étapes de développement; Donald Brittain, le film documentaire; Kathleen Shannon, le film de prise de conscience sociale; Co Hoedeman, le film d'animation; Marcel Carrière, le film culturel et Bill Mason le film d'information.

L'organisation de ce cours fait suite aux pourparlers menés entre l'Université et le consulat canadien à Los Angeles qui ont entrepris de part et d'autre d'assurer l'apport des ressources humaines et matérielles nécessaires. Le programme complet du cours a été élaboré avec la collaboration du bureau de l'ONF à San Francisco et les services de media de la Distribution à Montréal, lesquels en assurent également la coordination.

En terminant, notons que le dépliant de présentation du cours, publié par l'École des arts de représentation de

l'Université, suggère que l'Office national du film pourrait fort bien servir de modèle pour la mise sur pied éventuelle d'un office américain du film.

Le Musée d'art contemporain de Montréal a procédé le 9 mars au lancement de l'album *Danse dans la neige*, recueil de photographies né d'une improvisation de Françoise Sullivan. L'album contient 17 photographies de Maurice Perron, imprimées en offset, et une sérigraphie originale de Jean-Paul Riopelle. Un essai de François-Marc Gagnon, historien d'art à l'Université de Montréal, préface cette édition qui inclut, en outre, des textes de Fernande St-Martin, de Françoise Sullivan et de membres du groupe des automatistes.

Les écoles et organismes de danse situés loin des principaux centres de danse du Canada pourront à l'avenir solliciter l'aide du Conseil des Arts pour inviter des accompagnateurs professionnels à venir les seconder.

## Nouvelles brèves

Le ministre de l'Éducation de l'Ontario a annoncé que son ministère avait passé des contrats avec 14 maisons d'édition (pour un total de \$2 100 000) afin de publier 120 nouveaux manuels en langue française. Ces ouvrages sont destinés aussi bien aux écoles primaires que secondaires; bon nombre d'ouvrages porteront sur les mathématiques, les sciences et les sciences sociales.

Le premier ministre a annoncé la nomination de M. Gordon M. MacNabb au poste de président désigné du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Cette nomination est entrée en vigueur le 1er avril 1978.

L'Association canadienne-française de l'Alberta a tenu son assemblée générale annuelle à Edmonton le 18 février. A cette occasion un nouveau président a été élu; il s'agit de M. Roger Motut qui succède à M. Jean-Paul Bugeaud.

M. David M. Stewart, président de la Fondation Macdonald Stewart, a été élu président du Musée des beaux-arts de Montréal. M. Stewart, qui porte un grand intérêt à la vie culturelle et à l'histoire a fondé la Société historique du lac Saint-Louis, le Musée militaire et maritime de Montréal, la Compagnie Franche de la Marine et le Musée des arts décoratifs de Montréal. Il a aussi été promoteur de *La Grande Hermine*, réplique du navire de Jacques Cartier construite pour l'Exposition universelle de 1967.

Travail Canada a annoncé au début de mars qu'en 1977 les arrêts de travail attribuables à des grèves et *lock-out* ont eu pour effet direct la perte de 3 420 860 jours-hommes, soit 70 p.c. de moins qu'en 1976. Les 776 arrêts de travail ont touché 216 561 travailleurs. Par rapport au total estimatif des jours ouvrables chez

les travailleurs rémunérés dans les secteurs autres que celui de l'agriculture, la perte de temps en 1977 équivalait à 16 jours-hommes par 10 000 jours-hommes de travail réel, contre 55 en 1976. Les conflits de travail dans les entreprises relevant de la compétence fédérale ont fait perdre 492 970 jours-hommes, environ 15 p.c. du temps perdu en 1977.

Le secrétaire d'État, M. John Roberts, a annoncé le 17 mars la nomination de Mme Marie Lambert, de Montréal, au poste de vice-président de la corporation du Centre national des Arts, et celle de Mme Suzanne Pratte-Leahy, de Québec, à titre de membre de ladite corporation.

Deux résidents du Québec prétendent avoir photographié un objet volant non identifié alors qu'ils campaient près du lac Baskatong. Après un premier mouvement de peur causé par la descente d'un objet brillant, les deux hommes ont quitté leur abri dans la forêt pour se diriger vers le lac où ils ont aperçu l'objet planant silencieusement au dessus du lac. Ils l'ont alors photographié.

Le ministre de l'Agriculture a annoncé le 14 mars qu'en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, une aide financière de \$502 000 serait accordée aux producteurs de cerises douces pour leur récolte de 1977. Les producteurs recevront 2,8c la livre, jusqu'à concurrence de 50 000 livres. Ce paiement représente la différence entre le prix de soutien de 26,2c et le prix moyen du marché national en 1977, soit 23,4c la livre. En 1977, la production nationale de cerises douces a atteint 17,8 millions de livres, la Colombie-Britannique en produisant 15,6 millions et l'Ontario, 2,2 millions de livres.

Deux femmes ont été nommées au Conseil consultatif des collèges militaires canadiens. Il s'agit de Mme Kathleen Hendricks, de Québec, haut fonctionnaire de la Commission de la fonction publique de Québec, et de Mme Mary Cameron, de Carleton Place (Ontario), membre de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Le 11 mars, Bobby Hull a marqué le 1 000e but de sa carrière professionnelle au cours d'un match entre les Jets de Winnipeg et les Nordiques de Québec. Le match s'est terminé par une victoire de 7 à 4 des Jets.

L'hôtel de ville de Montréal a cent ans cette année. L'inauguration eut lieu le 11 mars 1878. Le maire nouvellement élu de Montréal était alors M. Jean-Louis Beaudry.

Le port de Prince-Rupert (Colombie-Britannique) fera l'objet d'un plan d'expansion de plusieurs millions qui permettra d'accroître les expéditions de grains, de charbon et d'autres marchandises en vrac depuis l'Ouest du Canada. D'autre part, un montant de \$11,5 millions de dollars sera affecté à l'amélioration de l'élévateur du gouvernement canadien à Prince-Rupert.

En 1977, les parc nationaux et les parcs et lieux historiques nationaux ont attiré 22,5 millions de visiteurs environ. Les parcs nationaux les plus fréquentés ont été ceux de Banff, Kootenay, Jasper et celui de l'île du Prince-Édouard; quant aux parcs et lieux historiques nationaux, ce sont la citadelle d'Halifax et Signal Hill qui ont reçu le plus grand nombre de visiteurs.

Après examen, la Commission d'évaluation environnementale a recommandé au ministre de l'Environnement de ne pas autoriser la mise en oeuvre du projet de raffinerie d'hexafluorure d'uranium et d'une installation connexe d'entreposage de déchets dont Eldorado Nucléaire proposait la réalisation à Port Granby (Ontario).

## M. Trudeau... (suite de la page 3)

destin et le nôtre sont maintenant inextricablement liés. Je souscris entièrement à la proposition de M. McNamara d'élaborer ensemble un vaste plan de développement précisant nos obligations et qui pourrait entraîner de sérieuses réformes au cours des prochaines décennies...

Au moment de conclure cet exposé de préoccupations immédiates et à long terme, j'ai la ferme conviction que, simples citoyens ou chefs d'État, nous savons tous assez bien le travail qui reste à faire. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une nouvelle rhétorique ou même de nouvelles institutions, c'est la volonté raffermie de nous attaquer à la tâche...

Je le répète, nous vivons une époque troublée. Mais en tant que leaders du monde industriel, vous savez que toute crise ouvre des horizons et que les nôtres sont immenses. Comme vous, je suis assuré que nos deux peuples sauront se montrer à la hauteur du défi qui s'offre à eux.

J'ai tenté de vous le dire ce soir, les tâches qui nous attendent sont urgentes, mais la voie à suivre nous est clairement indiquée...

*Hebdo Canada* est publié par la Direction des services de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant au rédacteur en chef.

*This publication is also available in English under the title Canada Weekly.*

*Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiero de Canadá.*

*Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.*